



Conseil d'Administration

Site d'arts visuels de Strasbourg

13 juin 2024 – 14h30

Ordre du jour

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

1. FONCTIONNEMENT DES INSTANCES

Conseil d'administration - Séance du 19 mars 2024 – Approbation du procès-verbal de séance.

2. CHARTE INFORMATIQUE – Adoption

RESSOURCES

3. RESSOURCES HUMAINES

1. Modifications du tableau des effectifs

4. FINANCES & COMMANDE PUBLIQUE

1. **Convention d'objectifs et de moyens – Avenant à la convention précédente au titre de l'année 2024.** Approbation des termes de la proposition d'avenant et autorisation de signature à la Présidente.
2. **Cycle budgétaire 2024** – Adoption des budgets supplémentaires
Budget principal et Budget annexe formation continue.
3. **Ateliers publics** – Modification des droits d'inscription à partir de septembre 2024.
4. **Droits de candidature** - Modification des droits de candidature à la préparation de diplômes au-delà du niveau Master.
5. **Budget participatif pour l'amélioration de la vie étudiante** – Autorisation de versement des aides aux projets étudiants retenus.
6. **Festival des diplômes 2024** - Vente du catalogue - Fixation du prix unitaire.

ÉTUDES ET PARTENARIATS

5. PARTENARIATS

1. **Contrat de site alsace 2024 – 2028 - Schéma directeur de la vie étudiante - Alsace (SDVE-A)** - Adhésion au contrat de site et autorisation de signature.
2. **Contrat triennal « Strasbourg Capitale européenne » - Partenariat Région Grand Est – Projet d'études sous forme de concours entre plusieurs groupes d'étudiants de la HEAR pour le développement d'un visuel pour les supports de communication** – Autorisation de versement d'une bourse aux équipes participantes et d'un prix aux lauréats retenus par le jury.

3. **Contrat triennal « Strasbourg Capitale européenne ». Appel à projet dans le cadre du Fonds de soutien Culture** - Festival du Rhin, des fleuves et des rivières.
4. **Appel à projet Noria – Projet La Source** – Autorisation de signature de la convention de partenariat.
5. **Bibliothèque de la Manufacture** – Convention de gestion – Autorisation de signature.

INFORMATIONS ET POINTS DIVERS

ooo0ooo

Sont présents

En qualité de membres du Conseil d'administration :

Olivier BEIGER, Représentant du personnel pédagogique (arts visuels),
 Muriel FABRE, Vice-présidente de l'Eurométropole de Strasbourg – en visio,
 Cédric FAIVRE, Représentant suppléant du personnel administratif,
 Florence FORIN, Directrice régionale adjointe déléguée, chargée de la Création - DRAC Grand Est,
 Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire de Mulhouse,
 Bernard GOY, Conseiller en arts plastiques à la DRAC Alsace, pour le Directeur général de la création artistique à la DRAC Grand-Est,
 Ludivine LAUSTRIAT, représentante suppléante des étudiants (arts visuels Strasbourg)
 Christelle LE DEAN, Représentante du personnel pédagogique (arts visuels)
 Oh Eun LEE, Représentante du personnel pédagogique (arts visuels) – en visio,
 Tom MAYS, Représentant titulaire du personnel pédagogique (musique),
 Meftaha MEKOUAR, représentante titulaire des étudiants (arts visuels Strasbourg) – en visio,
 Peggy MIQUEE, Conseillère municipale déléguée à la création, au spectacle vivant, aux musiques et aux arts visuels à la Ville de Mulhouse – en visio,
 Anne MISTLER, Adjointe à la Maire de Strasbourg,
 Thomas QUARRE, représentant titulaire des étudiants (musique),
 Stéphane ROTH, Directeur du festival Musica, personnalité qualifiée – en visio,
 Mathieu SCHNEIDER, vice-président Culture, sciences en société de l'Université de Strasbourg, personnalité qualifiée,

Sont en outre présents :

Noémi BAEUMLER-PEYRE, coordinatrice générale du site d'arts visuels de Mulhouse de la Haute école des arts du Rhin,
 David BOUCHARD, administrateur de la Hear Musique,
 Virginie DURAN, assistante de direction,
 Virginie FERRAZ, Responsable finances et marchés publics de la Haute école des arts du Rhin,
 Camille GIERTLER, directrice de la culture, Ville et Eurométropole de Strasbourg,
 Matthieu RAMEY, responsable RH de la Haute école des arts du Rhin,
 Christine RITZENTHALER, directrice adjointe, Directrice des études d'arts visuels de la Haute école des arts du Rhin,
 Marc RUHLMANN, administrateur général de la Haute école des arts du Rhin,
 Stéphane SAUZEDDE, directeur général de la Haute école des arts du Rhin,
 Éric VINCENT, Chef du Service Développement Culturel, Ville de Mulhouse,

Les membres du Conseil d'administration excusés :

Salem DRICI, Conseiller municipal délégué à la Ville de Strasbourg,
Anne-Marie JEAN, Conseillère municipale déléguée à la Ville de Strasbourg,
Antoine SPINDLER, Représentant suppléant du personnel pédagogique (musique),
Marie TERRIEUX, Directrice de la fondation François Schneider, personnalité qualifiée arts,
Jean VERNE, Conseiller musique et danse à la DRAC Alsace, pour le Directeur général de la création artistique à la DRAC Grand-Est,
Pascal ZIEGLER, Vice-Président vie universitaire, personnalité qualifiée,
Caroline ZORN, Vice-présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

Les membres du Conseil d'administration non-excusés :

Michel ANDREU-SANCHEZ, Conseiller Régional, Région Grand-Est,
Oriane BLET BONVILLAIN, représentante titulaire des étudiants (arts visuels Mulhouse)
Pierre JAKUBOWICZ, Conseiller municipal à la Ville de Strasbourg
Dominique MASTELLI, Conseiller Municipal à la Ville de Strasbourg
Nathalie MOTTE, Adjointe à la Maire de Mulhouse
Bertrand PAUVERT, Conseiller Municipal à la Ville de Mulhouse
Joseph SIMEONI, Conseiller Municipal à la Ville de Mulhouse,

Anne-Catherine Goetz, Présidente, salue l'ensemble des participants et donne lecture des procurations réceptionnées.

Après s'être assuré de l'effectivité du quorum, elle propose de procéder à l'examen des points inscrits à l'ordre du jour.

Point 1

ADMINISTRATION GÉNÉRALE - FONCTIONNEMENT DES INSTANCES
Approbation du projet de procès-verbal de la séance du 19 mars 2024

Le Conseil d'administration décide à l'unanimité d'adopter le projet de procès-verbal de la séance du 19 mars 2024.

ooo0ooo

Avant de procéder à l'examen des autres points à l'ordre du jour de la présente séance, la Présidente et la Vice-Présidente souhaitent exprimer ses remerciements les plus chaleureux à Christine RITZENTHALER, Directrice Adjointe, Directrice des Etudes et de la Recherche pour son engagement fort dans ses fonctions et tout particulièrement la qualité des échanges et de la collaboration lors de la période intense de l'intérim

Christine RITZENTHALER se dit très touchée par l'hommage qui lui est rendu et remercie à son tour toutes celles et ceux qui ont fait part à ce travail d'équipe et elle invite cordialement les membres du CA aux deux moments conviviaux l'un à Strasbourg et l'autre à Mulhouse.

Stéphane SAUZEDDE, Directeur, souhaite dresser un rapide point de contexte général et revenir sur la séquence assez compliquée qu'a traversée l'école au printemps. Il rappelle que le débat d'orientation

budgetaire en décembre dernier avait mis en évidence un déséquilibre désormais structurel de nos finances. Une série de réunions n'a toutefois pas permis de dégager un projet consensuel de réorganisation de l'école pour la rentrée prochaine.

Après avoir acté qu'il y avait conflit, il a été décidé de ralentir le processus de réorganisation et de le mettre sur pause, avec une rentrée 2024/2025 selon les modalités « habituelles ». Pour autant, l'école n'est pas à l'arrêt. Il convient, dans la même séquence, de conforter les éléments de dynamique pouvant avoir des effets de leviers et, d'autre part, rester très prudent et faire preuve d'une gestion rigoureuse.

Ce double mouvement est indispensable dans la perspective de l'engagement chantier du projet d'établissement 2025/2028.

Des points réguliers au sein de toutes les instances de l'école (CVE, CPS, CP...) et avec les partenaires de l'école ponctueront et nourriront la poursuite du processus qui sera engagé à la rentrée avec comme échéance souhaitée le printemps 2025.

ooo0ooo

Point 2

ADMINISTRATION GÉNÉRALE - CHARTE INFORMATIQUE – Adoption

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 22 mai 2024 ;

Considérant :

- Que la Haute école des arts du Rhin fournit un système d'information nécessaire à l'exercice de ses missions et qu'il met ainsi à disposition de ses agents et de ses étudiant.es plusieurs outils informatiques et d'accès numériques ;
- Que l'essor des technologies, de l'innovation, a fait évoluer les usages, les modalités de travail et les types d'outils mis à la disposition des agents et que ceci rend nécessaire la détermination d'une politique claire en matière de sécurité des systèmes d'information ;
- Que, au regard du respect du Règlement Général sur la Protection des Données Personnelles (RGPD), toutes les administrations doivent mettre en place une charte informatique pour prévenir les risques encourus dans le cas du non-respect de ces règles et des obligations liées au RGPD ;
- Que la présente Charte informatique de la Haute école des arts du Rhin, en annexe, définit les conditions d'accès et les règles d'utilisation des moyens informatiques et numériques de la Haute école des arts du Rhin. Elle a également pour objet de sensibiliser les utilisateurs aux risques liés à l'utilisation de ces ressources en termes d'intégrité et de confidentialité des informations traitées. Ces risques imposent le respect de certaines règles de sécurité et de bonne conduite. L'imprudence, la négligence ou la malveillance d'un utilisateur peuvent en effet avoir des conséquences graves de nature à engager sa responsabilité civile et/ou pénale ainsi que celle de l'établissement.

Elle donne un cadre pour définir un comportement responsable et un bon fonctionnement pour tous, en décrivant tous les moyens nécessaires pour contrôler et assurer la protection des

personnes et de la Haute école des arts du Rhin, en fonction des risques encourus par les différents utilisateurs, ainsi que les contraintes légales.

- Que la présente charte, recueil de règles législatives, réglementaires, de déontologie et de sécurité a pour objet :
 - De définir l'ensemble des bonnes pratiques d'utilisation des ressources informatiques et de communication,
 - De préserver l'intérêt de chacun et l'intérêt général,
 - De préserver un environnement de travail professionnel,
 - De garantir l'intégrité du système informatique,
 - De protéger les informations qui sont la propriété de la Haute école des arts du Rhin
 - De limiter les risques de recherche de responsabilités pénales et civiles de chacun.
- Que la charte s'impose aux utilisateurs des moyens informatiques et numériques de la Haute école des arts du Rhin, toutes catégories confondues. Cette charte et ses principes associés s'imposent également aux prestataires et services extérieurs utilisateurs ou ayant simplement accès aux technologies de la Haute école des arts du Rhin.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration décide à l'unanimité

- **d'approuver la Charte informatique de la Haute école des arts du Rhin et l'ensemble de ses dispositions.**
- **de prendre acte de son application à l'ensemble des membres de la communauté de la Haute école des arts du Rhin ainsi qu'aux prestataires et services extérieurs utilisateurs ou ayant simplement accès aux technologies de la Haute école des arts du Rhin.**
- **d'autoriser la Présidente à signer tout acte permettant l'application et l'exécution de la Charte informatique**

Marc RUHLMANN remercie Cédric FAIVRE, responsable informatique, et Mathieu ABBOUD, délégué RGPD pour leur forte et efficace implication dans ce travail.

En réponse à une intervention de Ludivine LAUSTRIAT, représentante suppléante des étudiant.es, il est précisé que les modifications de la politique commerciale de Microsoft et ses conséquences sur les comptes des utilisateurs.rices de la HEAR ne sont pas liés à la charte.

Point 3

ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES

Projet de délibération portant modifications du tableau des effectifs

Il appartient au Conseil d'administration de délibérer sur les propositions de modifications de postes en fonction de l'évolution des missions. Matthieu RAMEY, responsable du Service Ressources Humaines, rappelle que les dispositions des articles L. 253-5 et suivants du CGFP prévoient que les membres du Conseil social territorial soient sollicités pour avis ce qui a été fait lors de la séance du 22 mai dernier.

Directeur.rice adjoint.e HEAR Strasbourg, en charge des études et de la recherche arts visuels	Modification
Directeur.rice adjoint.e HEAR Mulhouse, en charge des études et de la recherche arts visuels	Création
Professeur de peinture – couleur	Augmentation DHTT Passage à temps plein (+ 4h)
Responsable formation continue	Augmentation DHTT Passage à temps plein (+ 5h)
Régisseur des expositions	Modification cotation de poste
Assistant de scolarité transversal	Poste temporaire devenant permanent

a. Modification du poste « Directeur.rice adjoint.e HEAR Strasbourg, en charge des études et de la recherche arts visuels »

Création du poste « Directeur.rice adjoint.e HEAR Mulhouse, en charge des études et de la recherche arts visuels »

À la suite de la demande de détachement de l'agent occupant actuellement les fonctions à la date du 01/08/2024, et en raison du champ d'action très large du poste et de la charge de travail qui en résulte, il est envisagé la réorganisation suivante :

- Modification du poste « Directeur.rice des études en arts visuels, directeur.rice adjoint » en « Directeur.rice adjoint.e HEAR Strasbourg, en charge des études et de la recherche arts visuels », avec des missions recentrées sur le site de Strasbourg ;
- Création d'un poste « Directeur.rice adjoint.e HEAR Mulhouse, en charge des études et de la recherche arts visuels », avec des missions en miroir du poste de Strasbourg, centré sur le site de Mulhouse ;

Cette réorganisation permettrait d'améliorer le fonctionnement général de l'école et de libérer du temps aux deux postes ainsi définis pour la stratégie et le suivi de l'activité de recherche, le développement des partenariats, la construction des projets avec les équipes.

En réponse à Mme Florence FORIN, il est précisé qu'il ne s'agit pas d'un poste scindé en deux mais bien de deux emplois à temps complet.

Anne MISTLER considère que cette évolution est plutôt une bonne chose. Toutefois, dans le contexte global actuel compliqué des finances de l'école, elle s'interroge sur les modalités de prise en charge de ce poste. S'agit-il d'une création appelant un abondement de la masse salariale ou pouvant être financée par un redéploiement des moyens existants ?

Même si la masse salariale est effectivement le fer de lance des dépenses, Stéphane SAUZEDDE soutient qu'il est important d'être en capacité d'impulser de nouvelles dynamiques dans l'école. Il précise que par ailleurs un poste d'enseignant à Mulhouse est gelé et deux professeurs d'enseignement artistique ayant fait valoir leurs droits à la retraite ne sont pas remplacés dans l'attente du nouveau projet d'établissement. Le financement repose donc bien pour l'essentiel sur un redéploiement de moyens avec possiblement de nouvelles ressources liées à des actions qui pourront être engagées (politiques en faveur de l'apprentissage, appels à projets...).

Ce renforcement permettra également de relancer l'activité de recherche en arts visuels, thématique à l'arrêt pour le moment et pour laquelle l'établissement devra redéfinir une stratégie à la hauteur des attentes du Ministère de la Culture.

A Bernard GOY qui se demande si les fonctions seront identiques pour chacun des deux postes, Stéphane SAUZEDDE indique qu'on rajoute un poste à l'équipe de direction avec 1 personne référente à Strasbourg et l'autre à Mulhouse. Il

ne s'agira pas forcément de postes « en miroir » dans la mesure où chacun pourra gérer des spécificités : les questions éducation nationale et sociales plutôt depuis Mulhouse, la recherche plutôt depuis Strasbourg. Par ailleurs de nombreux dossiers transversaux pourront être pilotés par l'un.e ou l'autre directeur.ice adjoint.e en fonction de leur expérience et profil respectifs.

En réponse à une interpellation d'Anne MISTLER, Stéphane SAUZEDDE confirme que cette évolution n'affecte en rien l'architecture générale de direction. La composante Hear Musique reste sous la responsabilité d'un directeur adjoint.

b. Augmentation de la durée hebdomadaire de temps de travail du poste « Professeur de peinture – couleur »

À ce jour, les caractéristiques du poste sont les suivantes :

Intitulé du poste	Professeur de peinture - couleur
Affectation	Arts visuels Strasbourg
Filière(s)	Culturelle
Catégorie(s)	A
Cadre(s) d'emplois	Professeurs d'enseignement artistique
D.H.T.T.	12/16 ^{ème}

Les modifications envisagées sont les suivantes :

Intitulé du poste	Professeur de peinture - couleur
Affectation	Arts visuels Strasbourg
Filière(s)	Culturelle
Catégorie(s)	A
Cadre(s) d'emplois	Professeurs d'enseignement artistique
D.H.T.T.	16/16 ^{ème}

Cette augmentation de la D.H.T.T. du poste est justifiée par l'attribution de la coordination de « La source », dispositif passerelle en lien avec l'Education Nationale qui cofinance l'évolution du poste.

c. Augmentation de la durée hebdomadaire de temps de travail du poste « Responsable formation continue »

À ce jour, les caractéristiques du poste sont les suivantes :

Intitulé du poste	Responsable formation continue
Affectation	Arts visuels Strasbourg – formation continue
Filière(s)	Administrative
Catégorie(s)	A
Cadre(s) d'emplois	Attachés territoriaux
D.H.T.T.	29,75/35 ^{ème}

Les modifications envisagées sont les suivantes :

Intitulé du poste	Responsable formation continue
Affectation	Arts visuels Strasbourg – formation continue
Filière(s)	Administrative
Catégorie(s)	A
Cadre(s) d'emplois	Attachés territoriaux
D.H.T.T.	35/35 ^{ème}

Cette augmentation de la D.H.T.T. du poste est justifiée par l'attribution de la coordination du projet « CulturePro » (dispositif de financement de l'activité de professionnalisation – Ministère de la culture) et de « l'école des interventions », dispositif augmentant le CFPI de nouvelles formes artistiques, pouvant s'ouvrir à la musique.

Ludivine LAUSTRIAT évoque la possibilité d'une intégration de la Musique au CFPI via le CFMI et s'interroge sur les incidences que pourraient avoir une telle évolution.

Stéphane SAUZEDDE indique que cette formation vise l'intervention en milieu atypique pour les acteurs de la culture. Elle est très spécifique. Il ne s'agit pas d'une formation disciplinaire artistique classique.

Mathieu Schneider considère que ce sujet soulève la vraie question du positionnement de l'intervention « musique » dans la Hear aujourd'hui. Cette question ne peut pas être tranchée aujourd'hui. Le moment voulu, quand le dossier sera mûr, il devra être présenté et délibéré en Conseil d'administration.

Stéphane SAUZEDDE souligne que le sujet « culture pro » et celui de « l'école des interventions » concernent effectivement plutôt l'année prochaine. Ce dernier point notamment devra être travaillé en concertation avec l'ensemble des parties prenantes à ce dossier.

d. Modification de la cotation du poste « Régisseur des expositions »

À ce jour, les caractéristiques du poste sont les suivantes :

Intitulé du poste	Régisseur des expositions
Affectation	Arts visuels Strasbourg
Filière(s)	Culturelle
Catégorie(s)	B
Cadre(s) d'emplois	Assistants de conservation
Grade(s)	Assistant de conservation Assistant de conservation principal de 2ème classe Assistant de conservation principal de 1ère classe
D.H.T.T.	35/35 ^{ème}

Les modifications envisagées sont les suivantes :

Intitulé du poste	Régisseur des expositions
Affectation	Arts visuels Strasbourg
Filière(s)	Culturelle
Catégorie(s)	A B
Cadre(s) d'emplois	Attachés de conservation du patrimoine Assistants de conservation
Grade(s)	Attaché de conservation du patrimoine Assistant de conservation Assistant de conservation principal de 2ème classe Assistant de conservation principal de 1ère classe
D.H.T.T.	35/35 ^{ème}

Il est précisé que la modification de la cotation du poste est une condition nécessaire mais pas suffisante pour la nomination de l'agent occupant les fonctions sur un poste de catégorie supérieure. En effet :

- L'agent n'est pas titulaire du concours permettant une nomination immédiate ;
- L'agent remplit les conditions pour une promotion interne. L'employeur peut décider de proposer son dossier à la campagne de sélection de promotion interne organisée par le Centre de Gestion du Bas-Rhin. La commission est souveraine pour décider de la nomination au titre de la promotion interne, indépendamment de la volonté de la collectivité employant l'agent.

e. Création d'un poste permanent « assistant de scolarité transversal »

À la suite du travail de réorganisation des services de scolarité mené au cours de l'année 2023, il a été décidé de créer un poste temporaire transversal aux deux services. Une candidate a été recrutée sur ce poste à temps plein pour la période du 01/04/2024 au 31/03/2025. Cet agent avait, au moment de son recrutement, un statut de fonctionnaire territorial. Le recrutement d'un fonctionnaire n'étant pas possible sur un poste temporaire, l'agent a pris une disposition pour convenances personnelles auprès de son employeur afin de permettre un recrutement par voie contractuelle au sein de la HEAR.

Afin de permettre le recrutement de cet agent en qualité de fonctionnaire, et devant la nécessité de pérenniser ce poste temporaire au regard de la charge de travail des services de scolarité, il est proposé de créer un poste permanent selon les caractéristiques suivantes :

Intitulé du poste	Assistant.e de scolarité transversal
Affectation	Arts visuels Mulhouse
Filière(s)	Administrative
Catégorie(s)	B C
Cadre(s) d'emplois	Rédacteurs territoriaux Adjoints administratifs territoriaux
D.H.T.T.	35/35 ^{ème}

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration décide unanimement d'approuver les modifications de postes suivantes :

- a. **Modification du poste « Directeur.rice adjoint.e HEAR Strasbourg, en charge des études et de la recherche arts visuels »**
Création du poste « Directeur.rice adjoint.e HEAR Mulhouse, en charge des études et de la recherche arts visuels »
- b. **Augmentation de la durée hebdomadaire de temps de travail du poste « Professeur de peinture – couleur »**
- c. **Augmentation de la durée hebdomadaire de temps de travail du poste « Responsable formation continue »**
- d. **Modification de la cotation du poste « Régisseur des expositions »**
- e. **Création d'un poste permanent « assistant de scolarité transversal »**

Point 4.1

RESSOURCES – FINANCES

Convention d'objectifs et de moyens – Avenant à la convention précédente au titre de l'année 2024. Approbation des termes de la proposition d'avenant et autorisation de signature à la Présidente

Marc RUHLMANN rappelle que par délibération n°565-2023 du 14 mars 2023, le Conseil d'administration avait adopté le projet de convention d'objectifs et de moyens 2022-2023 soumis à son examen et autoriser la Présidente à le signer.

Pour rappel, la convention 2022-2023 tient compte de l'intégralité du cahier des charges décrit dans les statuts de l'école, conformément à l'article 5 des statuts de la Haute école des arts du Rhin.

Dès lors, cette convention a pour objet :

- De rappeler les orientations pédagogiques de l'établissement ;
- De fixer le montant des participations des membres fondateurs pour les exercices 2022 et 2023 ;

- De valoriser les prestations en nature ;
- De définir les modalités d'évaluation du contrat.

Au-delà de ces éléments statutaires, le document joint en annexe formalise également les principales ambitions assignées à la HEAR en matière d'offre de formation, de niveau de service proposé aux étudiants, de rayonnement international et de développement du territoire alsacien en parfaite cohérence avec les orientations définies dans le projet d'établissement et approuvées par le Conseil d'administration réuni le 17 février 2021.

Dans la continuité du contrat 2019-2021, cette convention 2022-2023 agrège l'ensemble des conventions éparses conclues entre l'EPCC et les villes fondatrices pour la mise à disposition des locaux et des équipements, des véhicules ou encore l'intervention du personnel et la mise à disposition des moyens de la Cité de la musique.

L'échéance (au 31 décembre 2023) de la dernière convention d'objectifs et de moyens, cosignée par trois membres fondateurs et contributeurs de l'établissement public de coopération culturelle, intervient dans un contexte très particulier marqué par

- Les difficultés budgétaires structurelles auxquelles sont soumises toutes les écoles territoriales ;
- La particularité de la HEAR qui en 2023, pour la première fois de son histoire, doit faire face à un résultat de fonctionnement négatif ;
- La nécessité d'évoluer au plus vite vers un nouveau modèle pour assurer la soutenabilité budgétaire de l'établissement tout en préservant la qualité pédagogique des enseignements ;
- L'engagement, en janvier dernier d'un processus de re-questionnement de l'ensemble des organisations et actions existantes engagé, pour coconstruire une stratégie de développement intégrant les contraintes budgétaires fortes et préservant le modèle social de l'établissement ;
- La perspective de l'écriture du projet d'établissement 2025-2028.

Au regard de cette situation, les contributeurs ont convenu qu'il paraissait opportun de se donner un peu plus de temps pour l'écriture du prochain contrat pluriannuel, en lien avec le nouveau projet d'établissement 2025-2028 et susceptible de formaliser l'apport de nouveaux contributeurs publics potentiels.

Dès lors, il est proposé de formaliser pour l'année 2024 un avenant à la précédente convention échue dont l'apport principal consisterait en la révision des montants des contributions respectives.

Les participations des autres co-financeurs à venir pourraient faire l'objet de convention d'objectifs et de moyens particulières en fonction des éléments convenus ; tout en se réservant la possibilité, en cas de volontés concordantes partagées, d'en intégrer les dispositions dans une convention d'objectifs et de moyens globale sur une durée à convenir.

Il est rappelé que dans l'immédiat et afin d'assurer la trésorerie de l'établissement, les assemblées délibérantes de la Ville de Strasbourg et de l'établissement public de coopération culturelle ont adopté une délibération concordante, isolée du vote de notre budget primitif, sollicitant le versement des deux premières tranches de la contribution pour un montant global de 3 733 334 € en deux versements (janvier et avril 2024).

L'avenant ne porte que sur l'article 4 de la convention d'objectifs et de moyens échue. Les principales évolutions portent sur :

- le **montant en fonctionnement des contributions des deux villes**. Les montants reprennent ceux convenus pour l'année 2022 avec une minoration de 2,5 %. A noter que les dotations d'investissements sont maintenues à leur niveau initial :

	Fonctionnement	Investissement
Ville de Strasbourg	5 460 000 €	190 500 €
Ville de Mulhouse	1 830 196 €	59 500 €
Total	7 290 196 €	250 000 €

Pour rappel, ce sont ces montants qui ont été retenus lors de l'élaboration du budget primitif 2024 adopté le 17 décembre 2023. Le montant de la contribution de « base » de l'Etat reste identique à celui de l'année passée soit 1 176 900 €, ce montant étant abondé par d'autres aides plus spécifiques (1 406 297 € versés en 2023).

- un ajout permettant la **mise à disposition ponctuelle à titre gratuit de salles municipales** à la HEAR en 2024 pour la présentation de projets pédagogiques ou de diplômes. Cette mention est indispensable pour éviter d'avoir à exiger, de l'établissement, le paiement d'une redevance. En effet, au regard de l'évolution des dispositions réglementaires qui s'imposent en la matière, elle ne fait pas partie -de par son statut- des structures pouvant en être exonérées.

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration décide à l'unanimité

- **d'approuver le projet d'avenant à la convention d'objectifs et de moyens 2022-2023 ;**
- **d'autoriser la Présidente à le signer.**

Point 4.2

RESSOURCES – FINANCES

Cycle budgétaire 2024 – Adoption des budgets supplémentaires

Budget principal et Budget annexe formation continue

Le Directeur expose qu'au moment de l'élaboration du budget primitif adopté en décembre dernier, il n'était pas possible techniquement d'intégrer les excédents de fonctionnement reportés (2 042 988 €) nécessaires à la couverture d'une partie de nos dépenses. Le budget supplémentaire permet d'abonder les recettes et d'autoriser des dépenses à la hauteur des besoins estimés de l'exercice nécessaire pour assurer le bon fonctionnement de l'école.

Si l'ensemble des dépenses devaient être engagées telles que prévues, le solde prévisionnel à l'issue de l'exercice pourrait être de 31 530 €. Une approche plus optimiste, reposant sur le taux d'exécution généralement constaté laissent espérer un solde plus conséquent de l'ordre d'un million.

1. Le Budget principal

Dans le prolongement du débat d'orientation budgétaire (séance du 22 novembre 2023), le Conseil d'administration a approuvé le projet de budget primitif soumis à son examen le 14 décembre 2023.

Pour rappel, ce budget s'équilibrait à 10 074 000 € en section de fonctionnement et à 500 000 € en section d'investissement.

Il avait été alors précisé que ces montants pourront être abondés après reprise des résultats d'exécution 2023. Ces derniers ont été constatés lors de la séance du 19 mars. Les comptes de clôture dégagent un excédent de fonctionnement de 2 042 987,50 € et de 360 596,62 € pour la section d'investissement.

C'est sur la base de ces éléments et d'un réexamen de nos besoins et du niveau des ressources mobilisables qu'a été élaboré la proposition de budget supplémentaire 2024.

Pour la bonne compréhension de la situation budgétaire, les données présentées ci-après font masse des montants inscrits au budget primitif et ceux proposés pour le budget supplémentaire.

A. La section de fonctionnement

Avec 12 123 437,98 € en dépenses et 12 154 967,50 € en recettes, elle se présente en suréquilibre de 31 529,52 €.

Pour autant, cette situation ne résulte pas d'un excédent de recettes lié aux prévisions d'opérations réelles de l'exercice 2024 mais de l'intégration des résultats cumulés des exercices précédents à hauteur de 2 042 987,50 €. Sans cet apport, le budget 2024 serait, tout comme le précédent, fortement déséquilibré avec un solde négatif de 2 011 457,98 €.

Consciente que cette évolution n'est pas soutenable et nécessite de dégager rapidement un nouveau modèle économique, la direction de l'établissement indiquait dans le rapport d'orientation budgétaire, entre autres pistes, la nécessité de « requestionner l'ensemble des organisations et actions existantes, pour s'interroger sur leur reconduction ou leur évolution, avec un objectif de diminution de leur coût pour l'établissement ».

Engagée dans le cadre d'un conseil pédagogique extraordinaire, cette réflexion a débouché sur un scénario qui, entre autres évolutions, pouvait laisser escompter des marges de manœuvre budgétaires de l'ordre de 500 000 € en année pleine. S'appuyant sur le consensus qui semblait s'être dégagé, la direction a souhaité engager ces évolutions dès la rentrée 2024 afin de pouvoir répondre à l'urgence budgétaire.

Parallèlement, un travail de diplomatie a été poursuivi pour à la fois bénéficier de contributions complémentaires et élargir le tour de table financier avec une participation d'autres partenaires publics potentiels dont le champ de compétences croise l'activité de l'établissement.

Un mouvement social est venu enrayer ce processus, ajournant la mise en œuvre du scénario projeté. La Conférence budgétaire tenue le 13 mai dernier a quant à elle permis de consolider la perspective de nouveaux apports sans toutefois être en mesure d'en acter le principe avec échéance et montant.

La prévision budgétaire pour 2024 intègre ces éléments de contexte. Le niveau de recettes évolue peu au regard des montants inscrits au budget primitif. La physionomie des dépenses reste sensiblement la même que pour 2023. Il en résulte, comme pour l'exercice précédent un besoin de financement de l'ordre de 2 000 000 € qui devrait, une nouvelle fois, pouvoir être contenu à un niveau moindre si l'exécution rigoureuse des dépenses s'accompagne de recettes plus conséquentes qu'attendues.

Pour autant et même avec une approche la plus favorable, l'exercice 2025 sera le dernier à pouvoir s'appuyer sur un excédent de fonctionnement reporté significatif sans qu'il puisse toutefois être à la hauteur de ce que pourront être les besoins de financement. Toutes choses restant égales par ailleurs, dès 2025, l'établissement pourrait être confronté à une impasse budgétaire dépassant le million d'euros.

Les dépenses

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à 12 123 437,98 €, soit une progression de 731 716,07 € (+ 6,42 %) par rapport aux prévisions budgétaires 2023 (11 391 721,91 €). A noter que les prévisions en 2023 ont été réalisées à hauteur de 93% avec un delta de 756 200,19 €.

Cette situation s'explique principalement par

- l'évolution des dépenses réelles prévues aux chapitre 11, 12, 65 et 68 ;
- l'évolution des dépenses d'ordre : + 142 110,71 € dont 67 110,71 € de virement à la section d'investissement et 75 000 € au regard d'une hypothèse d'investissement à hauteur de 719 000 €.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	1 429 751,62	0,00	525 057,40	525 057,40	1 954 809,02
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	8 051 754,38	0,00	1 150 003,87	1 150 003,87	9 201 758,25
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	340 308,00	0,00	26 452,00	26 452,00	366 760,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		9 821 814,00	0,00	1 701 513,27	1 701 513,27	11 523 327,27
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	3 000,00	0,00	135 000,00	135 000,00	138 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		70 000,00	70 000,00	70 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		9 824 814,00	0,00	1 906 513,27	1 906 513,27	11 731 327,27

023	Virement à la section d'investissement (5)	0,00		67 110,71	67 110,71	67 110,71
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	250 000,00		75 000,00	75 000,00	325 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		250 000,00		142 110,71	142 110,71	392 110,71

TOTAL	10 074 814,00	0,00	2 048 623,98	2 048 623,98	12 123 437,98
--------------	----------------------	-------------	---------------------	---------------------	----------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	12 123 437,98
--	----------------------

Les dépenses réelles**Chapitre 11 – Charges à caractère général**

De prévisions à prévisions et étant donnée la façon dont elles ont été faites pour 2024, elles évoluent peu. Elles passent de 1 895 654,32 € à **1 954 809,02 €** soit une progression contenue à moins de 3 %. La plupart des services font des économies et/ou n'ajoutent pas de dépenses.

A noter, l'inscription d'un crédit de 40 000 € pour les frais de déménagement dont 31 310 € déjà contractualisés pour la bibliothèque et une prévision pour un agent des Services de Sécurité Incendie.

Au regard du réalisé 2023, la progression est plus importante (+ 31 %). Elle intègre notamment les dépenses nouvelles qui seront liées à l'installation dans les locaux de la Manufacture qui impacteront de nombreuses lignes budgétaires dans ce chapitre sans qu'il soit évident d'en mesurer de façon très fine l'incidence réelle.

2022	2023	évolution 2022-2023		2024	évolution prévisionnelle 2023-2024	
CA 2022	CA 2023		%	BP + BS		%
1 537 083,83	1 548 114,49	11 030,66	0,72	1 954 809,02	406 694,53	31,14

libellé	réalisé 2022	réalisé 2023	% / chap. 11	évolution		2024	évolution
fluides	260 100,19	374 297,02	24,18%	114 196,83	44%	454 100,00	21%
fournitures	157 601,52	158 226,37	10,22%	624,85	0%	231 154,11	44%
maintenance	132 307,86	155 122,79	10,02%	22 814,93	17%	174 937,67	13%
réceptions	191 064,10	140 272,68	9,06%	- 50 791,42	-27%	167 325,61	19%
multirisques	128 097,92	131 305,29	8,48%	3 207,37	3%	160 000,00	22%
nettoyage	115 148,98	91 578,29	5,92%	- 23 570,69	-20%	122 530,00	34%
contrat	91 385,78	85 867,89	5,55%	- 5 517,89	-6%	123 351,63	44%
honoraires	109 365,05	80 755,65	5,22%	- 28 609,40	-26%	78 613,97	-3%
déplacements et missions	48 394,43	68 350,39	4,42%	19 955,96	41%	82 247,27	20%
cat. et imprimés	77 344,78	54 263,05	3,51%	- 23 081,73	-30%	26 469,75	-51%
formation, séminaires	23 618,94	33 985,34	2,20%	10 366,40	44%	35 274,60	4%
affranchiss. et télécomm.	36 465,25	28 411,38	1,84%	- 8 053,87	-22%	34 000,00	20%
TOTAL (90 % des dépenses)	1 370 894,80	1 402 436,14	90,59%	31 541,34	2%	1 686 156,61	20%
Autres	166 189,03	145 678,35	9,41%	- 20 510,68	-12%	264 804,41	82%
TOTAL Chap. 011	1 537 083,83	1 548 114,49	100,00%	11 030,66	1%	1 954 809,02	26%

Chapitre 12 – Charges de personnel et frais assimilés

De prévisions à prévisions et étant donnée la façon dont elles ont été faites pour 2024, elles évoluent peu. Elles passent de 8 602 061,35 € à **9 201 758,25 €**, soit une progression de 7 %.

Au regard du réalisé 2023, la progression est plus importante (+ 9 %).

2022	2023	évolution 2022-2023		2024	évolution 2023-2024	
CA 2022	CA 2023	%		BP + BS	prévisions	%
8 006 358	8 418 649	412 291	5,15	9 201 758	783 109	9,3

Principales variations prévisionnelles de 2023 à 2024

Surcoûts règlementaires	264 000 €	
Augmentation point d'indice	54 000 €	1,5 % au 1 ^{er} juillet 2023 - surcoût année 2024
Prime ISOE	80 000 €	mise en œuvre les 8 premiers mois de 2024
Augmentation point d'indice	56 000 €	provision si augmentation au 1 ^{er} juillet 2024
GVT et anticipations	593 109 €	6,45 %

Principales variations de 2022 à 2023 (pour rappel)

Surcoûts règlementaires	229 000 €	
Augmentations point d'indice	125 000 €	3,5 % effet au 1 ^{er} juillet 2022
	54 000 €	1,5 % au 1 ^{er} juillet 2023
		250 000 € en année pleine (ROB 2022)

Augmentation Prime ISOE	50 000 €	effet au 1 ^{er} sept. 2023
GVT	40 000 €	Rémunération titulaires 2022 (2 041 177 €) * 2 %
Mouvements de postes	143 291 €	dont fin de vacances de postes administratifs et de direction (117 487 €), part non compensée de nouveaux postes.

Chapitres 65 – Autres charges de gestion courantes, Chapitres 67 à 68 – Dépenses financières

De prévisions à prévisions, elles évoluent. Elles passent de 413 325,33 € à **574 760,00 €** soit une progression de 40 %. Au regard du réalisé 2023, la progression est plus importante (+ 85 %).

libellé	réalisé 2022	réalisé 2023	évolution		2024	évo- lu- tion
Chapitre 65	62 360,08	232 820,10	170 460,02	273 %	366 760,00	21%
Chapitre 67	126 886,88	9 220,00	-117 666,88	- 92 %	138 000,00	44%
Chapitre 68	70 000,00	70 000,00	0	0	70 000,00	13%
Total	259 246,96	312 040,10	52 793,14	20,36 %	574 760,00	19%

Les principales évolutions pour 2024 portent sur

- Le remboursement des fonds Erasmus perçus et non consommés : + 135 000 € (*estimation*)
- La provision Allocation Retour à l'Emploi : + 70 000 €

Les recettes

Les recettes de fonctionnement s'établissent à **12 154 967,50 €**.

Au regard des inscriptions au Budget primitif, le réajustement porte globalement sur un abondement de 37 166 €.

Peu significative, cette évolution ne permet pas de compenser celle des dépenses. Seule la reprise des excédents permet d'y faire face, avec comme perspective, la consommation d'ici à la fin de l'exercice, de la quasi-totalité de ces crédits pour couvrir nos charges de fonctionnement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	782 650,00	0,00	0,00	0,00	782 650,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	8 942 474,00	0,00	7 166,00	7 166,00	8 949 640,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	14 690,00	0,00	0,00	0,00	14 690,00
Total des recettes de gestion courante		9 754 814,00	0,00	7 166,00	7 166,00	9 761 980,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	70 000,00		0,00	0,00	70 000,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		9 824 814,00	0,00	7 166,00	7 166,00	9 831 980,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	250 000,00		30 000,00	30 000,00	280 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		250 000,00		30 000,00	30 000,00	280 000,00

TOTAL	10 074 814,00	0,00	37 166,00	37 166,00	10 111 980,00
--------------	----------------------	-------------	------------------	------------------	----------------------

					+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE					2 042 987,50
					=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES					12 154 967,50
--	--	--	--	--	----------------------

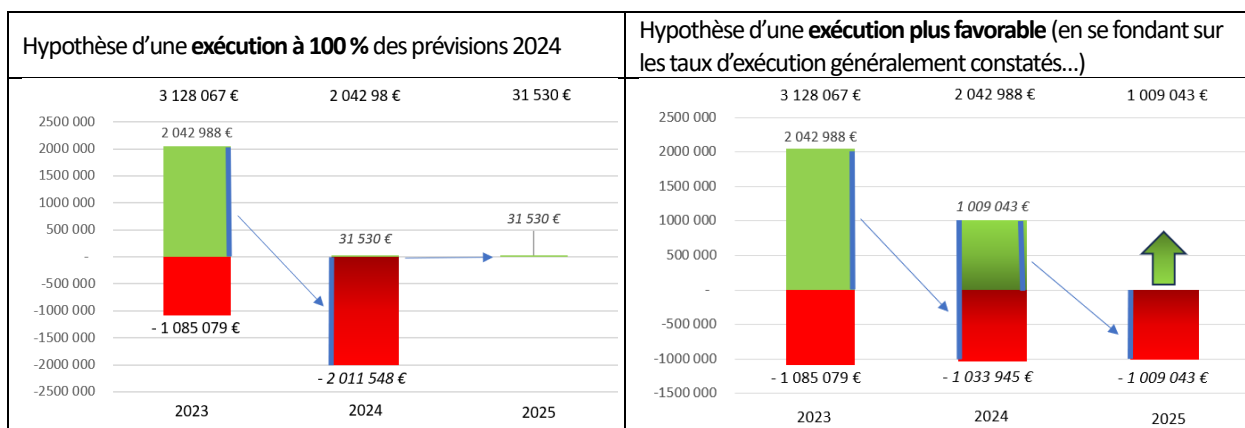
Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	112 110,71	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	-------------------	--

Synthèse de la section de fonctionnement

	2022	2023	2024	BS 2024	Total 2024	pour rappel Budget 2023	taux d'exécution	simulation fin exercice 2024
DÉPENSES	CA 2022	CA 2023	retenu BP					
chap. 11	1 537 083	1 548 114	1 429 752	521 209	1 950 961	1 895 654	82%	1 593 282
chap. 12	8 006 357	8 418 649	8 051 754	1 150 004	9 201 758	8 602 061	98%	9 005 559
65	62 359	232 820	340 308	30 300	370 608	333 325	70%	258 861
Total gestion courante		10 199 584	9 821 814	1 701 513	11 523 327	10 831 041	94%	10 851 509
67	126 886	9 220	3 000	135 000	138 000	10 000	92%	127 236
68	70 000	70 000		70 000	70 000	70 000	100%	70 000
Total dépenses réelles		10 278 804	9 824 814	1 906 513	11 731 327	10 911 041	88%	10 278 804
42	309 951	356 717	250 000	75 000	325 000	407 413	88%	
23		-		67 111	67 111	73 267		
Total dépenses d'ordre		356 717	250 000	142 111	392 111	480 680	74%	
Total	10 112 636	10 635 521	10 074 814	2 048 624	12 123 438	11 318 454	94%	11 328 872
RECETTES	CA 2022	CA 2023		BS 2024	Total 2024	pour rappel Budget 2023	taux d'exécution	simulation fin exercice 2024
Strasbourg	5 600 000	4 960 000	5 460 000		5 460 000			
Mulhouse	1 877 125	1 660 196	1 830 196					
Autres subv. Villes		26 000			-			
État	1 331 100	1 406 297	1 362 448	24 766	1 387 214			
Fonds européens	162 628	47 148	165 630		165 630			
Région Grand Est	32 650		50 000	35 500	14 500			
Droits d'inscription	733 000	693 029	727 150		727 150		-	
Part. Manufacture			50 000		50 000			
Autres		348 611	109 390	17 900	127 290			
Total recettes de gestion		9 141 280	9 754 814		9 754 814	8 959 193	102%	
produits spécifiques		4 971						
Reprise provisions		70 000	70 000		70 000			
Total recettes réelles		9 216 252	9 824 814	7 166	9 831 980	9 033 724	102%	
Recettes d'ordre		334 190	250 000	30 000	280 000	347 000	96%	
Total recettes	9 736 503	9 550 442	10 074 814	37 166	10 111 980	9 380 724	102%	10 294 927
SOLDE	99 506	- 1 085 079	0		- 2 011 458	- 1 937 730		- 1 033 945
Résultat reporté	3 028 562	3 128 068	2 042 988		2 042 988			
Résultat clôture	3 128 068	2 042 988			31 530			

Profils d'évolution possibles de la « réserve »



en rouge : partie consommée et en vert reliquat disponible pour l'exercice suivant

Même avec une approche la plus favorable, l'exercice 2025 sera le dernier à pouvoir s'appuyer sur un excédent de fonctionnement reporté significatif sans qu'il puisse toutefois être à la hauteur de ce que pourront être les besoins de financement. Toutes choses restant égales par ailleurs, dès 2025, l'établissement pourrait être confronté à une impasse budgétaire dépassant le million d'euros.

B. La section d'investissement

Les dépenses

Les prévisions de dépenses d'investissement s'élèvent à 1 152 707,23 €, dont **872 707,23 €** de dépenses réelles.

➤ **Les « restes à réaliser » (92 707,23 €)**

En premier lieu, le budget supplémentaire permet d'intégrer dans la comptabilité de l'exercice 2024, les crédits reportés au 31 décembre 2023 correspondant à des dépenses d'investissement engagées mais non encore mandatées à la clôture de l'exercice (restes à réaliser).

Parmi les opérations restant à finaliser, figure notamment l'acquisition d'un massicot pour 37 920 €.

➤ **Les dépenses réelles d'investissement nouvelles (780 000 € = 250 000 € + 530 000 €)**

Dans le même sens, le budget supplémentaire permet de compléter les crédits nécessaires à la réalisation des investissements pédagogiques prévus en 2024 et d'engager des opérations susceptibles d'être programmées d'ici le 31 décembre 2024 (Manufacture).

- Les investissements récurrents à hauteur de 250 000 € comprenant notamment l'acquisition d'un métier Jacquard (50 000 €) et du mobilier/équipement pour la bibliothèque à Mulhouse (9 327 €) et l'acquisition d'un véhicule utilitaire (30 000 €).
- Les investissements fléchés Manufacture (530 000 €)
 - Mobilier bibliothèque : 300 438 € (*participation des autres établissements en recettes*)
 - Autre mobilier : 89 562 €
 - Equipements : 77 000 €
 - Instruments musique : 50 000 € (11 pianos 39 000 € + marimba 5 octaves 9 500 €)
 - Informatique : 13 000 €

➤ **La dotation aux amortissements (cpte 040) 250 000 € + 30 000 €) pour un montant de 280 000 €.**

Les dépenses d'investissement cumulées pour l'exercice 2024 s'élèvent 1 152 707,23 €.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	30 000,00	5 825,12	-5 000,00	-5 000,00	30 825,12
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	220 000,00	86 882,11	535 000,00	535 000,00	841 882,11
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		250 000,00	92 707,23	530 000,00	530 000,00	872 707,23
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		250 000,00	92 707,23	530 000,00	530 000,00	872 707,23

040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	250 000,00		30 000,00	30 000,00	280 000,00
041	Opérations patrimoniales (8)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'investissement		250 000,00		30 000,00	30 000,00	280 000,00

TOTAL	500 000,00	92 707,23	560 000,00	560 000,00	1 152 707,23
--------------	-------------------	------------------	-------------------	-------------------	---------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 152 707,23
---	---------------------

Les recettes

Ces dépenses (reportées et nouvelles) sont financées à hauteur de 400 000 € par des subventions (recettes réelles) et par

- un virement de la section de fonctionnement : 67 110,71 €
- la dotation aux amortissement : 325 000 €
- le solde d'exécution reporté (compte 001) : 360 596,52 €

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	250 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	400 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		250 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	400 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		250 000,00	0,00	150 000,00	150 000,00	400 000,00

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	0,00		67 110,71	67 110,71	67 110,71
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	250 000,00		75 000,00	75 000,00	325 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'investissement		250 000,00		142 110,71	142 110,71	392 110,71

TOTAL	500 000,00	0,00	292 110,71	292 110,71	792 110,71
--------------	-------------------	-------------	-------------------	-------------------	-------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	360 596,52
--	-------------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 152 707,23
---	---------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	112 110,71
--	-------------------

La section d'investissement s'équilibre ainsi à 1 152 707,23 € en dépenses et en recettes.

Anne MISTLER relève l'importance du delta entre la situation telle que présentée dans le budget primitif et celle à laquelle on arrive avec le budget supplémentaire.

Elle soutient qu'il conviendra d'être particulièrement attentif lors de la constitution du prochain budget primitif pour que l'on ne se retrouve avec cet énorme trou qui génère bcp d'inquiétudes et appelle une extrême prudence au nouveau des dépenses. Cela ne peut que s'accroître, dans la mesure où les Villes ne sont pas, à l'heure actuelle, dans la possibilité de pouvoir dire qu'elle vont augmenter leur dotation accordée à la HEAR. C'est un vrai problème et la raison pour laquelle tout ce travail de « restructuration » entamé en début d'année et partagé avec l'ensemble des composantes de l'école, est nécessaire pour trouver les indispensables marges de manœuvre. Il faudra voir là où elles peuvent se dégager d'où sa question posée lors de l'examen d'un point précédent portant sur le financement des créations de postes. Elle ne doute pas un instant que cette préoccupation est partagée et fait l'objet d'une attention toute particulière. On est toutes et tous en prise avec les mêmes contraintes en tout cas pour ce qui concerne la collectivité qu'elle représente. Nous tenons toutes et tous à la qualité de cette école et ce qu'elle représente. Nous avons un travail collectif à mener ensemble pour maîtriser une situation due pour l'essentiel à des causes extérieures à l'école (effets économiques liés à la crise Covid puis à la crise ukrainienne, inflation, revalorisation des agents publics...).

A Bernard GOY qui fait observer que cette situation s'explique par un effet ciseaux avec une baisse des contributions des collectivités, Anne MISTLER rétorque que la diminution des aides de la collectivité équivaut à 140 000 € sur un budget de plus de 5 millions d'euros. Ce n'est donc pas là que se trouve la raison du déséquilibre... qui pourrait inciter l'Etat à revoir sa dotation à la hausse.

Stéphane SAUZEDDE précise que les prévisions ne sont pas floues ou pas assez travaillées mais elles intègrent toutes les possibilités d'évolutions. A titre d'exemple, une revalorisation du point d'indice a été provisionnée. Or les derniers développements politiques font que cette éventualité n'est plus d'actualité.

S'agissant de la section d'investissement, le Directeur indique que l'essentiel du mobilier nécessaire à la Manufacture sera des éléments de réemploi. De la même manière les pianos droits qui équiperont dès l'ouverture une partie des studios de musique ont été achetés d'occasion. David BOUCHARD précise qu'ils ont été testés avant achat et sont de très bonne qualité.

Anne-Marie JEAN quitte la séance.

2. Le Budget annexe Formation continue

Dans le prolongement du débat d'orientation budgétaire (séance du 22 novembre 2023), le Conseil d'administration a approuvé le projet de budget primitif soumis à son examen le 14 décembre 2023.

Pour rappel, ce budget s'équilibrait à 125 950 € en section de fonctionnement. Il ne comporte pas de section d'investissement.

Avec le Budget supplémentaire, les prévisions s'établissent à 132 197,37 €, soit une progression de 6 247,37 €.

Les ajouts/modifications sont les suivants :

En dépenses :

- + 3 500,00 € : dans la perspective d'un possible passage à temps plein du poste de responsable du service
- + 2 747,37 € : reprise du déficit constaté dans les comptes de clôture de l'exercice 2023)

En recettes :

- + 22 500,00 € : subvention de la Collectivité européenne d'Alsace
- 3 750,00 € : régularisation de la quote-part de la subvention de la Fondation de France
- 12 503,37 € : réajustement des produits du service (activité impactée par la vacance du poste d'assistante d'octobre 2023 à mars 2024)

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	30 460,00	0,00	0,00	0,00	30 460,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	95 485,00	0,00	3 500,00	3 500,00	98 985,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	5,00	0,00	0,00	0,00	5,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		125 950,00	0,00	3 500,00	3 500,00	129 450,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		125 950,00	0,00	3 500,00	3 500,00	129 450,00

023	Virement à la section d'investissement (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		0,00		0,00	0,00	0,00

TOTAL	125 950,00	0,00	3 500,00	3 500,00	129 450,00
--------------	-------------------	-------------	-----------------	-----------------	-------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	2 747,37
---	-----------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	132 197,37
--	-------------------

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	88 200,00	0,00	-12 502,63	-12 502,63	75 697,37
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	37 750,00	0,00	18 750,00	18 750,00	56 500,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		125 950,00	0,00	6 247,37	6 247,37	132 197,37
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		125 950,00	0,00	6 247,37	6 247,37	132 197,37

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	0,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		0,00		0,00	0,00	0,00

TOTAL	125 950,00	0,00	6 247,37	6 247,37	132 197,37
--------------	-------------------	-------------	-----------------	-----------------	-------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	132 197,37
--	-------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	0,00	Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.
---	-------------	--

ACG : rappelle que la ponction faite précédait la crise en Ukraine et au vu d'une réserve confortable constatée. Salue les efforts faits pour économiser de l'argent et continuer l'offre de formation.

Il est proposé au Conseil d'administration

- d'adopter le projet de Budget supplémentaire du Budget principal ;
- d'adopter le projet de Budget supplémentaire du Budget annexe.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FINANCES**Ateliers publics – Modification des droits d'inscription à partir de septembre 2024**

A la suite d'une première phase de bilan de l'offre des ateliers publics de la HEAR, plusieurs constats ont été réalisés.

Des constats d'ordre général :

- les ateliers publics constituent une ouverture essentielle dans le rapport de la HEAR aux territoires,
- ils demeurent une activité riche et attractive,
- mais peinent à trouver un équilibre financier dans la mesure où les recettes ne permettent pas d'équilibrer l'ensemble des coûts.

Des constats plus ciblés :

- les propositions de stages sur 3 jours mobilisent moins le public. De nombreuses sessions ont été annulées depuis 3 ans. Celles maintenues l'ont été pour la plupart avec le nombre minimum de participants requis au maintien de l'offre.
- la comparaison de notre offre tarifaire avec celles d'autres structures montre que les tarifs de nos ateliers publics sont en deçà de ceux pratiqués dans la plupart des autres écoles d'art territorial et établissements qui proposent une offre similaire sur le territoire.
- le principe d'inscription semestrielle aux ateliers publics sur le site de Mulhouse depuis 2022 dans le cadre d'une harmonisation avec le fonctionnement de l'université populaire crée une charge de travail supplémentaire considérable.

A la lumière de ces éléments il est proposé

- de réviser à la hausse de 15% les tarifs des ateliers publics de la HEAR
- de proposer deux tarifs réduits, l'un à destination des publics plus vulnérables correspondant à 50% du tarif normal, l'autre correspondant à 30% du tarif normal pour les publics partenaires,
- de revenir à une inscription annuelle pour le site de Mulhouse en accord avec l'université populaire afin de réduire la charge de travail liée au doublement des inscriptions sur 2 semestres,
- de maintenir une proposition de stage essentiellement durant les vacances d'hiver sur le site de Strasbourg.

Grilles tarifaires pour les Ateliers publics actuels et à compter de la rentrée 2024/2025

TARIFS ANNUELS (26 séances)	ACTUELS		A COMPTER DE 2024/2025		
	Normal	Réduit	Normal	Réduit 50%	Réduit 30%
Ateliers spécifiques	357,00 €	179,00 €	410 €	205 €	287 €
Ateliers non-spécifiques	273,00 €	137,00 €	314 €	157 €	220 €
TARIFS SEMESTRIELS (13 séances)	ACTUELS		A COMPTER DE 2024/2025		
	Normal	Réduit	Normal	Réduit 50%	Réduit 30%
Ateliers spécifiques	179,00 €	90,00 €	205 €	103 €	144 €
Ateliers non-spécifiques	137,00 €	69,00 €	157 €	79 €	110 €
TARIFS STAGES 3 jours	ACTUELS		A COMPTER DE 2024/2025		
	Normal	Réduit	Normal	Réduit 50%	Réduit 30%
spécifiques	210,00 €	105,00 €	242 €	121 €	170 €
non-spécifiques	105,00 €	54,00 €	121 €	61 €	85 €

Bénéficiaires des tarifs réduits à compter de la rentrée 2024/2025

Tarif réduit 50%

- Étudiants jusqu'à 25 ans révolus, sur présentation d'une carte d'étudiant,
- Lycéens, sur présentation d'une carte de lycéen ou d'un certificat de scolarité,
- Demandeurs d'emploi, sur présentation d'un justificatif en cours de validité,
- Ménages ayant un quotient familial inférieur ou égal à 750 €, sur présentation d'une attestation datée de moins de 6 mois délivrée par la Caisse d'allocations familiales ou tout autre organisme habilité à délivrer cette attestation.

Tarif réduit 30%

- Agents de la HEAR, agents de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, agents de la Ville de Mulhouse ou de la M2A, sur présentation de tout document en cours de validité, permettant de justifier la situation.

Après délibération, le Conseil d'administration décide unanimement de

- **réviser les tarifs des ateliers publics à compter de la rentrée 2024/2025 selon les dispositions figurant dans la grille tarifaire ci-dessus ;**
- **retenir le principe d'inscription annuelle pour les deux sites, tout en laissant la possibilité d'une inscription sur le 2ème semestre pour les places encore disponibles ;**
- **maintenir une proposition de stages essentiellement sur les vacances d'hiver.**

Point 4.4

ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FINANCES - ÉTUDES

Modification des droits de candidature à la préparation de diplômes au-delà du niveau Master

David BOUCHARD expose que les droits pour le dépôt de dossier de candidature aux examens d'entrée aux différentes formations proposées par l'établissement, du 1^{er} au 3^{ème} cycle, ont été fixés à 60 €

A ce jour, la maquette pédagogique de la HEAR ne comporte qu'un seul doctorat, intitulé « Interprétation et création musicales » (ICM). Pour rappel, il résulte d'un partenariat entre la Hochschule für Musik de Freiburg im Breisgau (HfM), l'Université de Strasbourg (Unistra) et la Haute école des arts du Rhin (HEAR), réunies en un collège doctoral.

Pour différentes raisons d'ordre administrative liées à l'organisation même des examens d'entrée, il s'avère difficile d'exiger ces droits. Ils sont organisés en alternance, un an sur deux, à Strasbourg et à Freiburg. Du côté de Freiburg, ces frais de candidature n'existent tout simplement pas, cette pratique n'ayant pas cours côté allemand. Il y a donc inégalité entre les candidats, selon l'année sur laquelle ils tombent. D'autant plus que lors de cet examen (organisé à Strasbourg le 16 mai dernier) une bonne partie des candidat-es ne se présente pas à la HEAR mais à Freiburg (6 sur 9, selon le choix du directeur artistique). Dès lors, cela n'a guère de sens pour eux de devoir des frais de candidature à la HEAR uniquement.

C'est pourquoi au regard de la faiblesse des montants en jeu (moins d'une dizaine de candidat-es généralement chaque année), il est proposé de renoncer à la perception de ces droits.

En conséquence, il est proposé de modifier la délibération n° NN du NN en précisant que les frais de candidature de 60 € s'appliquent uniquement aux cycles 1 et 2.

Sauf dispositions particulières, les candidat-es à la préparation de diplômes au-delà du niveau Master (et tout particulièrement le Doctorat ICM) ne sont pas assujetti-es au versement de droit de candidature. Cette disposition s'applique pour tous les dépôts de dossiers en doctorat intervenus à compter du 1^{er} janvier 2024.

Après délibération, le Conseil d'administration décide unanimement

- d'adopter le principe de cette exonération de droits de candidature à la préparation de diplômes au-delà du niveau Master (et tout particulièrement le Doctorat ICM) ;
- de préciser que cette disposition s'applique pour tous les dépôts de dossiers en doctorat intervenus à compter du 1^{er} janvier 2024.

Point 4.5

ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FINANCES

Budget participatif pour l'amélioration de la vie étudiante – Autorisation de versement des aides aux projets étudiants retenus

Par délibération du 22 novembre 2023, le Conseil d'administration a validé l'affectation de la dotation de péréquation de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) 2022-2023 selon les modalités suivantes

- une subvention de fonctionnement de 500€ à chacune des trois associations étudiantes de l'établissement (La Mine, La Muse, Lalala).
- une subvention de fonctionnement de 180 € à La Pioche, pour permettre le règlement de la cotisation annuelle à la Fédération des récupérathèques ;
- le solde de la dotation de péréquation de la CVEC 2022-2023 à la mise en place d'un budget participatif permettant de financer des actions et projets d'initiative étudiante et concourant au renforcement de la qualité de vie étudiante à l'échelle des trois ou de chacun des sites (16 013 €).

Après de nouveaux échanges intervenus en Commission de la vie étudiante, il a paru opportun de réserver une part de ce dernier montant à un fonds permettant de verser aux étudiant.es concerné.es une « aide aux mémoires » de 50 € afin de contribuer aux frais engagés. Cette mesure exceptionnelle est notamment motivée par le fait que le prestataire avec lequel les étudiant.es de la HEAR bénéficiaient d'un accompagnement et de tarifs adaptés avait cessé son activité.

En conséquence, il a été proposé d'affecter au budget participatif pour l'année 2023/2024 le même montant que l'an dernier, à savoir 11 708 €.

A l'issue de ses travaux et sur la base des critères rappelés dans la délibération du 22 novembre dernier, le comité de sélection du budget participatif propose la répartition suivante :

	Titre projet	Budget demandé	Proposition de répartition	Association	Représentant.e
1	Quoi Qu'il Arrive Tant Mieux (QQATM)	2 570	1800	La Mine	étudiants illu/Académie
2	« La main dans le sac » (titre provisoire)	2000	1800	Non	
3	Matériel d'enregistrement	760	760	La Muse	
4	Soirée de désintégration	1600	1500	La Muse	
5	Protection auditive	2500	2000	La Muse	
6	Aménagement jardin	2400	678	La Pelle	Ugo Bonaldi Capucine Fasquel--Chabert
7	Ça roule!	250	70	Non	
8	La Schtrace	1000	500	Non	
9	PSSST Festival	21500	1800	23Bis	
10	Info Kiosque pour les artistes	1650	800	Non	
		36 230	11708		

Après délibération, le Conseil d'administration décide unanimement

- de confirmer les quatre subventions attribuées aux associations étudiantes attribuées par délibération du 22 novembre 2023 ;
- de réserver 4 305 € pour un fonds « aide aux mémoires » ;
- de retenir les propositions d'attribution de subventions aux porteurs.es des projets figurant ci-dessus et aux montants indiqués ;
- d'autoriser le Directeur à procéder à leur versement.

Point 4.6

ADMINISTRATION GÉNÉRALE – FINANCES

Vente du catalogue lors du week-end des diplômes 2024 – Fixation du prix

Du 28 au 30 juin 2024, le site d'arts visuels de Strasbourg accueillera l'exposition des 5^{ème} année de DNSEP des sites de Mulhouse et Strasbourg. À cette occasion, et comme les années précédentes, un catalogue présente chacun des exposant.es ainsi que les étudiant.es de dernière année de licence/DNSPM, master et doctorat de la HEAR - Musique.

À cet effet, une commande graphique a été portée auprès des graphistes Léa Chemarin et Camille Deriaz, diplômées en 2022 de l'atelier de Communication graphique. Parallèlement, une commande photographique a été faite auprès du diplômé de Didactique visuelle, Stéphane Baptista.

Si un exemplaire du catalogue, imprimé à 400 exemplaires, est remis gracieusement à chacun des étudiant.es, aux enseignant.es qui en font la demande ainsi qu'aux invités au vernissage des mécènes et partenaires, l'ouvrage est en outre proposé à la vente au public durant les 3 jours de l'événement.

Il est à noter que cette année, le coût d'impression du catalogue est intégralement pris en charge grâce au soutien des mécènes de l'école.

Après délibération, le Conseil d'administration décide unanimement d'autoriser la vente du catalogue de l'exposition 2024 au prix unitaire de 20 €.

Point 5.1

ÉTUDES & PARTENARIATS

Schéma directeur de la vie étudiante - Alsace (SDVE-A) Contrat de site Alsace 2024 – 2028

Christine RITZENTHALER présente ce point.

En adhérant aux principes de la loi du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche, et enrichi par la loi ORE du 8 mars 2018 dédiée à l'orientation et à la réussite des étudiant.es, le schéma directeur de la vie étudiante pour le contrat de site Alsace 2024-2028 (SDVE-A) se concilie avec le plan national de vie étudiante instauré en 2015.

Incluant l'Université de Strasbourg (Unistra), l'École Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEE), l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Strasbourg (ENSAS), l'Université de Haute-Alsace (UHA), l'Institut National des sciences appliquées (INSA) de Strasbourg, la Haute école des arts du Rhin (HEAR), et la Bibliothèque Nationale et Universitaire (BNU) de Strasbourg, ce SDVE-A

s'harmonise avec les objectifs de la stratégie régionale du Grand Est, visant à enrichir l'expérience étudiante et à favoriser le développement régional d'ici 2030.

Ce schéma, qui s'insère dans la continuité des deux premiers schémas directeurs déployés sur le site alsacien depuis 2015, représente une démarche globale et intégrée visant à enrichir la vie étudiante.

Conçue en étroite collaboration avec le CROUS et en synergie active avec les collectivités territoriales (région, départements, villes), le projet intègre désormais une palette de partenaires diversifiée (rectorat, lycées, associations, organismes culturels et sportifs, organismes privés, etc.). Cette extension des collaborations marque un engagement accru vers une mutualisation des ressources et une approche holistique de l'amélioration de l'expérience étudiante

Le SDVE-Alsace, en accord avec la concertation régionale "Vie de campus et des talents" menée par la Région Grand Est et la Région académique¹, vise à améliorer l'accueil, l'inclusion et le bien-être pour favoriser la réussite étudiante en considérant leur diversité de profil, de statut, et de parcours.

Cette approche est soutenue par les enquêtes nationales de l'observatoire de la vie étudiante (OVE)², qui ont démontré l'impact direct des conditions de vie étudiante et des activités extra-universitaires sur la réussite académique, l'insertion professionnelle durable, et la confiance en l'avenir. En outre, l'engagement, la participation, et la créativité des étudiant-es sont des axes prioritaires, reconnaissant que la qualité de vie sur les campus est un facteur crucial pour l'attractivité des établissements et du territoire.

Les actions qui sont mises en œuvre dans le cadre de ce programme viennent enrichir l'offre déjà déployée à l'échelle du site ou au niveau des établissements. Ainsi ce nouveau schéma directeur de la vie étudiante du site Alsace s'appuiera sur un existant en permettant d'ouvrir ou d'étendre certaines actions à l'ensemble des étudiants des 7 établissements du site, d'en compléter d'autres ou enfin d'en créer de nouvelles.

Il est la formalisation d'une volonté politique partagée entre l'Université de Strasbourg, l'Université de Haute-Alsace, l'INSA de Strasbourg, l'ENGEES, l'ENSAS, la HEAR, la BNU de Strasbourg et le CROUS.

Les **trois axes politiques prioritaires** du contrat de site dans lesquels s'engagent les acteurs sont pluriels :

- Améliorer l'accueil, l'inclusion et le bien-être pour favoriser la réussite étudiante
- Favoriser l'engagement, la participation et la créativité des étudiant-es
- Développer la qualité de vie sur les campus du site

Ces trois axes prioritaires définissent les contours du programme d'actions des cinq prochaines années, en s'appuyant sur les réalisations du précédent schéma directeur et la réflexion commune des établissements.

Ainsi, **trente et un projets d'action** viennent alimenter ce nouveau SDVE-A. Chacun de ces projets est décrit sous forme de fiche détaillée dans la partie 3 de ce document. Chaque projet d'action contribue à la réalisation de l'un des six objectifs stratégiques suivants :

- Développer l'engagement et la participation des étudiant-es à la vie de campus et du territoire en offrant un cadre structuré commun avec une charte des associations révisée (action 10), en encourageant et accompagnant l'engagement étudiant (action 11), en proposant un annuaire de formations pour les associations (action 12), en sensibilisant aux responsabilités et aux risques (action 13), en organisant des assises de la vie étudiante (action 14) et en traitant la question des rythmes d'études (action 30).
- Faciliter l'accès au logement et à la mobilité des étudiant-es, en tenant compte de leurs besoins spécifiques avec la contribution de l'observatoire alsacien du logement des étudiant-es (action 27), en proposant des solutions de logement d'urgence en période de rentrée (action 28) et en accompagnant les étudiants internationaux et ultra-marins (action 2s).

- Favoriser l'épanouissement des étudiant-es, en leur proposant une offre culturelle et de loisirs diversifiée et adaptée avec l'organisation d'un festival de création artistique (action 5) et d'ateliers de pratique artistique (action 7), en favorisant la création de podcasts (action 5), en enquêtant sur les pratiques culturelles des étudiants (action 8), ainsi qu'en mettant en place des ateliers d'accompagnement vers l'autonomie (action 31).
- Renforcer la prévention et la promotion de la santé des étudiant-es, en leur offrant un accompagnement personnalisé et adapté, avec le soutien des étudiants relais campus (action 1), du réseau des référents santé aide sociale (action 2) et de l'antenne d'écoute et d'accompagnement VSSH (action 25), en prenant en charge la gestion des addictions (action 4), en aidant les étudiants à adopter une alimentation saine (action 5), en intégrant la prise en charge des étudiants obèses (action 3) et en leur proposant des cours d'auto-défense et confiance en soi (action 24).
- Accompagner la réussite des étudiant-es en situation de handicap, en tenant compte de leur diversité et de leur spécificité, en facilitant la transition secondaire-supérieur (action 15), en leur proposant des solutions pédagogiques inclusives (action 1s), en les accompagnant à la certification en langues (action 1s), en les aidant à valoriser les « compétences de compensation » (action 18) et en favorisant l'insertion professionnelle (action 17).
- Sensibiliser les étudiant-es aux enjeux de la transition écologique et de la lutte contre les violences sexistes, sexuelles ou homophobes, en encourageant l'usage du vélo (action 20), en organisant des marches nocturnes (action 21), en leur faisant adopter des gestes écoresponsables (action 22), en les sensibilisant à la sobriété énergétique par des appartements et ateliers pédagogiques (action 2s), en attirant l'attention sur les préjugés (action 23) et en les accompagnant dans la détection et le signalement des situations de violence (action 25).

L'intégration du Schéma Directeur Développement Durable Responsabilité Sociétale (DDRS) et de l'axe Égalité, Parité, Diversité (EPD) au sein de la stratégie globale du site enrichit et consolide le Schéma Directeur de la Vie Étudiante. Cela représente une avancée significative vers la réalisation d'un campus vivant, inclusif et responsable. Ces deux axes stratégiques viennent non seulement dynamiser mais également renforcer le SDVE-A, en y injectant une énergie nouvelle et en élargissant son spectre d'action pour répondre aux défis actuels.

Le tableau ci-après présente le positionnement des établissements sur la période 2024-2028

« 1 » signifie l'engagement et « 0 » le non-engagement dans cette action. « C » indique que l'action sera portée par l'établissement de manière concertée avec celle inscrite dans le SDVE-A, c'est-à-dire que l'action et la dépense seront prises en charge par l'établissement en cas de réalisation.



Axe	N°	Nom du projet	Unistra	UHA	INSA	ENSAS	HEAR	ENGEEES
Santé et sport	1	Réseau étudiant relais campus (RESCUE)	1	0	1	1	1	1
	2	Réseau des référents Santé et aides sociales	1	1	1	1	1	1
	3	Nutrition, Bien-être : prise en charge des étudiants obèses	1	C	1	1	0	1
	4	Addiction SSE c lthaque	1	1	1	1	1	1
	5	Nutrition, Bien-être : pour adopter les bons réflexes d'une alimentation saine	1	C	1	1	0	1
Culture(s) / numérique(s)	6	Festival de création artistique	1	0	1	1	1	1
	7	Ateliers de pratique artistique	1	C	1	1	1	1
	8	Enquête sur les pratiques culturelles des étudiants	1	1	1	1	1	1
	9	Création de podcasts	1	C	1	0	1	1
Vie associative et engagement étudiant	10	Charte des associations	1	1	1	1	1	1
	11	Encourager et accompagner l'engagement étudiant	1	1	1	1	1	1
	12	Annuaire de formations	1	1	1	1	0	1
	13	Sensibilisation aux responsabilités et aux risques	1	1	1	1	1	1
	14	Assises de la vie étudiante	1	1	1	1	1	1
Handicap	15	Transition secondaire - supérieur	1	1	1	1	0	1
	16	Certification en langues	1	1	1	1	1	1
	17	Favoriser l'insertion professionnelle des étudiants en situation de handicap (Atouts pour tous)	1	1	1	1	1	1
	18	Valoriser les "compétences de compensation"	1	1	1	1	0	1
	19	Solutions pédagogiques inclusives	1	1	1	1	1	1
Développement durable et responsabilité sociétale	20	Toutes et tous en selle	1	C	1	1	1	1
	21	Pedibus nocte securi	1	C	0	1	0	1
	22	Campagne EcoGestes	1	1	1	1	0	1
	23	Campagne de sensibilisation au VSSH	1	1	1	1	1	1
	24	Auto-défense et confiance en soi	1	1	1	1	1	1
	25	Antenne d'écoute et d'accompagnement VSSH et d'accès au Droit	1	C	1	1	1	1
	26	Sobriété énergétique : Appartement et ateliers pédagogiques	1	1	1	1	0	1
Accueil et conditions de vie	27	Observatoire alsacien du logement des étudiants (OTLE)	1	1	1	0	1	1
	28	Urgence logement en période de rentrée : anticipation et concertation	1	0	1	1	1	1
	29	Accueil et intégration des étudiants internationaux et ultra-marins	1	C	1	1	0	1
	30	Groupe de travail sur les rythmes d'études et la prise en compte de la pause méridienne	1	1	1	0	1	1
	31	Ateliers d'accompagnement des étudiants vers l'autonomie	1	1	1	1	0	1
+ Maintenance / Fonctionnement			1	1	1	1	1	1

Engagement financier

Chaque année, un bilan des actions menées sera présenté au comité de pilotage du contrat de site. Compte tenu des engagements des établissements, les contributions respectives sont calculées chaque fin d'année civile, suivant le principe retenu lors de précédent SDVE-A ; pour 1/t suivant le nombre de sites d'implantation (commune) et pour 4/t au prorata du nombre d'étudiants inscrits au 1^{er} janvier de l'année en cours.

Par exemple, sur la base du nombre d'étudiants inscrits au 1^{er}/01/2023 et la réalisation de toutes les actions, nous retrouvons ci-dessous une simulation de la contribution financière sur la période du SDVE-A, soit de 2024 à 2028.

Bien évidemment, ces montants sont à titre indicatif. Ils seront revus chaque année selon le nombre d'étudiants par établissement inscrits en date du 1^{er}/01/N et sous réserve des actions réalisées.

	Total/an	Unistra	UHA	Insa	Ensas	Hear	Enges
2024	157 515,00 €	134 899,30 €	5 446,55 €	5 914,29 €	3 607,33 €	4 737,14 €	2 910,39 €
2025	176 115,00 €	149 129,45 €	7 708,79 €	6 555,15 €	3 983,35 €	5 525,73 €	3 212,53 €
2026	169 115,00 €	143 946,25 €	6 768,11 €	6 323,84 €	3 849,38 €	5 121,72 €	3 105,70 €
2027	167 115,00 €	142 382,09 €	6 484,21 €	6 251,63 €	3 805,55 €	5 121,72 €	3 069,80 €
2028	164 115,00 €	140 147,91 €	6 078,74 €	6 151,55 €	3 747,28 €	4 966,33 €	3 023,19 €

Après délibération, le Conseil d'administration décide unanimement de

- d'approuver les termes du Schéma directeur de la vie étudiante - Alsace (SDVE-A) Contrat de site Alsace 2024 – 2028 ;
- d'autoriser la Présidente, ou sa /son représentant·e, à signer tout document s'y rapportant.

Point 5.2

ÉTUDES & PARTENARIATS

Partenariat Région Grand Est – Projet d'études sous forme de concours entre plusieurs groupes d'étudiants de la HEAR pour le développement d'un visuel pour les supports de communication du Contrat triennal – Autorisation de versement d'une bourse aux équipes participantes et d'un prix au lauréat retenu par le jury.

Christine RITZENTHALER expose qu'à l'occasion d'échanges avec les services de la région Grand Est, a été abordée la question du visuel pouvant accompagner la communication qui sera engagée dans le cadre de la mise en œuvre du contrat triennal « Strasbourg Capitale européenne » signé le 26 avril dernier par l'ensemble des partie-prenantes (l'Etat, la Région Grand Est, la Collectivité européenne d'Alsace, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg). Pour rappel, le Contrat triennal représente un engagement de d'environ 300 M€. Il vise à confirmer et renforcer l'ambition que porte Strasbourg en tant que capitale européenne, à la fois siège des institutions européennes, cœur historique et politique de l'Europe et ville internationale des droits de l'homme.

La direction de l'établissement a proposé d'initier un projet d'études sous forme de concours entre plusieurs groupes d'étudiants de notre école pour le développement d'un tel visuel. Celle-ci a été favorablement accueillie par la Direction des Relations Transfrontalières, Internationales et Européennes (DRTIE), qui coordonne le Contrat Triennal pour le compte de la Région Grand Est.

Une fiche technique, précisant les attendus pour cet objet à créer, a été transmise en fin d'année dernière afin de permettre à nos étudiant.es de s'emparer du sujet et d'être à même de produire quatre

propositions appelées à être départagées par un jury composé des membres du Comité technique du Contrat triennal 2024-2026 (les Directeurs Généraux des Services de la Région Grand Est, de la Collectivité Européenne d'Alsace, de l'Eurométropole et de la Ville de Strasbourg, ainsi que le Secrétaire Général des Affaires Régionales et Européennes de la Préfecture du Grand Est).

En contrepartie de ce travail de création, la Région Grand Est s'est engagée à verser une participation de 4 500 € qu'il a été convenu d'allouer de la manière suivante :

- une dotation financière de 500 € à chacune des quatre équipes en lice pour les travaux de création ;
- un prix de 1 000 € pour l'équipe lauréate ;
- une dotation de 1 500 € destinée à abonder le budget de l'atelier impliqué (mention illustration), au titre de l'accompagnement pédagogique et de la mise à disposition de matériel.

La Commission Permanente de la Région Grand Est devrait délibérer en ce sens lors de sa séance du 21 juin prochain.

Il est proposé au Conseil d'administration de valider le principe de ce partenariat et d'autoriser le Directeur à verser par mandat administratif :

- une dotation financière de 500 € à chacune des quatre équipes en lice pour les travaux de création ;
- un prix de 1 000 € pour l'équipe lauréate.

La notification de ces versements sera bien évidemment accompagnée d'une information précisant aux bénéficiaires que ce concours s'inscrit dans un partenariat avec la Région Grand Est.

Anne MISTLER se dit surprise que la Région soit la seule interlocutrice de ce projet alors qu'il s'inscrit dans une démarche plus globale associant d'autres personnes publiques dont les trois collectivités fondatrices. A ce titre, elle aurait apprécié être informée en amont de ce projet.

Marc RUHLMANN précise que la participation de 4 500 € émerge sur le budget de la Région et que la démarche présentait bien un caractère partenarial dans la mesure où le jury devant départager les différentes propositions compte un représentant de chacune des parties signataire du contrat triennal.

Mathieu SCHNEIDER et Anne MISTLER quittent la séance.

Florence FORIN indique que la mise en œuvre du contrat triennal s'inscrit dans une démarche concertée avec des cofinancements de chacune des parties. Si c'est une subvention unilatérale de la Région, hors contrat triennal, elle n'a pas de réserves à formuler. A l'inverse, si c'est dans le cadre du dispositif cela pose question et elle ne souhaite pas se prononcer faute de disposer d'autres éléments partagés sur le sujet.

Peggy MIQUEE quitte la séance.

Ludivine fait observer que ce type de partenariat permet de disposer de visuels à moindre coût comparé aux conditions du marché. Stéphane SAUZEDDE et la Présidente conviennent qu'en la matière, il s'agit toujours de trouver un juste équilibre entre visibilité de l'école et les impératifs de professionnalisation des étudiant.es.

Après délibération, le Conseil d'administration décide de valider le principe de ce partenariat et d'autoriser le Directeur à verser par mandat administratif :

- une dotation financière de 500 € à chacune des quatre équipes en lice pour les travaux de création ;
- un prix de 1 000 € pour l'équipe lauréate.

2 abstentions (Florence FORIN et Bernard GOY)

ÉTUDES & PARTENARIATS

Appel à projet dans le cadre du Fonds de soutien Culture inscrit au Contrat triennal « Strasbourg Capitale européenne ».

Festival du Rhin, des fleuves et des rivières

Le but du fonds de soutien Culture est d'assurer un rayonnement européen de Strasbourg en promouvant les valeurs européennes et démocratiques par la Culture. Le Contrat triennal dispose que ce fonds « a vocation à encourager et valoriser la dimension européenne des projets portés par des structures de création, des structures patrimoniales ainsi que par des artistes » pour contribuer au développement du sentiment de citoyenneté européenne.

A cette fin, les actions suscitées par le fonds Culture devront répondre aux objectifs suivants :

- inscription dans des partenariats avec des structures rayonnant au plan européen ;
- développement de projet associant des acteurs et artistes diffusés à l'international, et intégrant la diffusion de leurs œuvres ;
- projets d'échanges artistiques et de collaboration avec les pays de l'Union européenne : résidences, expositions, festivals... ;
- projets culturels sensibilisant les citoyens aux valeurs européennes ;
- actions permettant à la population et aux habitants du territoire de Strasbourg de s'approprier les projets et les œuvres ainsi créées et de mieux connaître et partager la création et le patrimoine européens.

Les axes de soutien portent notamment sur :

- aide à l'organisation de manifestations à rayonnement européen, s'inscrivant dans une dynamique pluriannuelle – ayant déjà bénéficié du fonds culture du Contrat triennal 2021-2023 ou non ;
- aide à l'écriture, au développement, à l'édition et à la production, dans le cadre de projets de coproductions européennes ;
- aide à la résidence et à la mobilité pour les artistes et les auteurs ;
- soutien au projet de la Ville de Strasbourg au titre de « Capitale mondiale du livre ».

Stéphane SAUZEDDE expose que la HEAR a déposé le 30 mai dernier (date limite pour candidater) un dossier intitulé « Festival du Rhin, des fleuves et des rivières » qui se veut une grande manifestation pluridisciplinaire et internationale, croisant arts, science, écologie et participation citoyenne, initiée et portée par la HEAR, Haute école des arts du Rhin, Haute école des arts d'un fleuve.

Cette manifestation est construite comme un triptyque visant à faire de Strasbourg, chaque année pendant le temps du festival, la capitale du Rhin, des fleuves et des rivières.

Les axes de soutien sollicités portent notamment sur :

- l'aide à l'organisation de manifestations à rayonnement européen, s'inscrivant dans une dynamique pluriannuelle – ayant déjà bénéficié du fonds culture du Contrat triennal 2021-2023 ou non ;
- l'aide à l'écriture, au développement, à l'édition et à la production, dans le cadre de projets de coproductions européennes ;
- l'aide à la résidence et à la mobilité pour les artistes et les auteurs ;
- le soutien au projet de la Ville de Strasbourg au titre de « Capitale mondiale du livre ».

Le budget prévisionnel s'élève à 564 240 € avec un subventionnement sollicité à hauteur de 451 392 € au titre du Fonds Culture du Contrat triennal.

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DU PROJET					
Les postes de dépenses liés à l'action sont à détailler dans le tableau ci-après					
DÉPENSES	MONTANT HT	%	RESSOURCES	Montant HT	%
RESSOURCES HUMAINES			AIDES PUBLIQUES (1) :		
coordination 1ETP	45 000		– Union européenne		
régie 1ETP	17 500		– ÉTAT : FNADT	451 392	80,00 %
Administration 1 ETP	22 500		– Région		
curating	30 000		– Département		
Sous-total RH sur 12 mois	115 000		– Groupement de communes		
Coût RH équipe / mois	9 580		– Autre commune		
Coût 28 mois	268 240	47,54 %	– Établissements publics (Caisse des Dépôts par ex.)		
			– Aides publiques indirectes		
COMMUNICATION			Autres		
graphisme	-		SOUS-TOTAL AIDES PUBLIQUES	451 392	80,00 %
site web	3 000				
print	8 000		Autofinancement		
assistant com	8 000		Fonds propres	112 848	20,00 %
accueil festival	6 000		Emprunts (2)		
Sous-total comm. par édition	25 000		Crédit-bail		
Total 2 éditions	50 000	8,86 %	Autres – aides privées (CAF par ex.) (2)		
PRODUCTION par édition					
3 Expositions	30 000				
Débats (invités)	15 000				
Assemblée	10 000		SOUS-TOTAL AUTOFINANCEMENT	112 848	20,00 %
Musique	10 000		TOTAL RESSOURCES	564 240	100,00 %
Cinéma et vidéo	8 000				
autres événements	20 000		Autres cofinancements sollicités mais non confirmés à ce jour		
Rencontres écoles	20 000		Office français de la Biodiversité	60 000	
Sous-total Prod	113 000		HEAR valorisation possible	48 000	
			Collectivité européenne d'Alsace (transfrontalier)	20 000	
			Mécénat divers	20 000	
			Erasmus +	25 000	
Total 2 éditions	226 000	40,05%	TOTAL	173 000	30,66%
Edition 2026	20 000	3,54%			
TOTAL 3 éditions	564 240	100,00 %			

S'agissant d'un dossier présenté dans le cadre d'un appel à projet et dans la mesure où celui s'inscrit dans le cadre du contrat triennal, Florence FORIN propose qu'à ce stade, la Conseil d'administration ne se prononce pas sur le dossier dans sa complétude mais plutôt sur le seul principe de son dépôt.

Cette proposition est retenue par l'assemblée.

Après délibération, le Conseil d'administration décide unanimement

- de confirmer le principe de dépôt du projet de « Festival Strasbourg, Capitale du Rhin, des fleuves et des rivières » initié par l'établissement,
- de valider le plan de financement prévisionnel présenté,
- d'autoriser la Présidente à engager toutes démarches en vue d'élargir les cofinancements.

Point 5.4

ÉTUDES & PARTENARIATS

Appel à projet Noria – Autorisation de signature de la convention de partenariat

Noémi BAEUMLER-PEYRE expose que le projet Noria (Nouvelle approche pour l'orientation post-bac en Alsace), porté par l'Université de Strasbourg, est lauréat de l'appel à projets Dispositifs territoriaux pour l'amélioration des études supérieures (Programme d'investissements d'avenir-PIA 3). Déployé sur dix ans, doté d'un budget de 3 millions d'euros, ce projet a l'ambition d'aider les étudiants à choisir les filières les plus adaptées à leur profil, leurs aspirations et leurs projets.

Il intègre de très nombreux partenaires, ce qui est un gage de sa réussite : les établissements d'enseignement supérieur du contrat de site, tous les établissements publics de l'académie (lycées, collèges, écoles de santé, paramédical, social, arts...), la région Grand Est, la fédération des Maisons des jeunes et de la culture (MJC) d'Alsace, l'Association pour la fondation étudiante pour la ville (Afev), le réseau des bibliothèques municipales, la Nef des sciences. Le dispositif pourrait d'ailleurs être élargi à tout le Grand Est, voire au territoire national.

Le projet NORIA vise, entre autres, à renforcer les liens entre les acteurs de la formation et ceux de l'orientation de l'académie de Strasbourg. Cette collaboration est essentielle pour favoriser un parcours de réussite cohérent et harmonieux des élèves et des étudiants.

Dans cette perspective, le projet Noria soutient et encourage des initiatives portées par des équipes mixtes secondaire/supérieur.

Ce dispositif invite les établissements et les composantes à soumettre des projets innovants, originaux et collaboratifs, qui favorisent la connaissance réciproque et qui ont pour ambition de réduire les facteurs d'inégalités dans la construction du parcours d'orientation des élèves.

Soucieuse de renforcer les actions déjà en place avec les Cordées de la réussite et la Fondation Culture et diversité, la HEAR a déposé un dossier pour engager une coopération avec deux établissements : le lycée d'enseignement Général et Technologique Publics Albert Schweitzer – 8 boulevard de la Marne à Mulhouse et le lycée professionnel et CFA Gutenberg à Illkirch Graffenstaden.

Après instruction et audition, notre dossier a été retenu par le jury et s'est vu attribué une aide de 11 150 €, étant précisé que les projets retenus pouvaient prétendre au plus à 20 000 €. Une synthèse figure en annexe.

F. FORIN et B. GOY saluent ce projet qu'ils estiment très positif.

Stéphane SAUZEDDE indique cela nous engage à mettre en place quelque chose d'assez fort pour permettre aux jeunes après trois années d'accompagnement d'être au niveau pour intégrer nos cursus.

Nous sommes pour l'instant la seule école à proposer et piloter ce dispositif et nous allons le coconstruire avec les enseignants des lycées. L'idée est de rééquilibrer les biais sociaux.

Le Directeur rappelle que nous sommes au début du processus à construire qui prendra sa place parmi les autres dispositifs existants.

Muriel FABRE quitte la séance.

Après délibération, le Conseil d'administration décide unanimement

- **de confirmer l'engagement de la HEAR dans la poursuite de ce projet,**
- **d'autoriser la Présidente à signer tout document y afférent.**

Point 5.5

ÉTUDES & PARTENARIATS

Bibliothèque de la Manufacture – Convention de gestion – Autorisation de signature

Marc RUHLMANN rappelle que la bibliothèque de la Manufacture résulte de la mutualisation des bibliothèques de l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEEES), de l'École et Observatoire des Sciences de la Terre (EOST) de l'université de Strasbourg (Unistra) et de la Haute école des arts du Rhin (HEAR). Elle est physiquement localisée dans un bâtiment dont la HEAR est gestionnaire.

Elle a pour vocation d'accueillir et de servir en premier lieu les étudiants, les enseignants-chercheurs et les personnels des trois écoles. Elle est également ouverte aux usagers des bibliothèques du Site Alsace. Le public extérieur pourra y accéder selon les modalités prévues dans le règlement de la bibliothèque de la Manufacture.

La bibliothèque participe à la coopération documentaire du site Alsace qui associe les établissements suivants : l'Unistra, la BNU, l'UHA, l'INSA, l'ENSAS, la HEAR et l'ENGEEES.

Cette convention a pour objet de détailler le fonctionnement de la bibliothèque de la Manufacture et d'en fixer les modalités financières. Elle précise en outre les responsabilités de l'ENGEES, de la HEAR et du Service des bibliothèques (SBU) de l'Unistra.

La convention comporte 7 chapitres :

1. Gouvernance
2. Ressources humaines
3. Organisation et fonctionnement
4. Offre de service
5. Modalités financières
6. Durée, révision et résiliation de la convention de gestion
7. Litiges

Pour l'essentiel, la responsabilité fonctionnelle du service est confiée à une des bibliothécaires. Le comité de pilotage (qui réunit les directeurs.rices des quatre entités) a désigné la responsable de la bibliothèque de la HEAR.

A noter que chaque agent reste rattaché à son établissement d'origine. Chaque bibliothécaire responsable documentaire reste chargé d'appliquer la politique documentaire de son école ou service de rattachement. Il gère ses propres acquisitions dans le cadre des budgets alloués par chaque école (ENGEES, HEAR) et par le Service des bibliothèques pour le domaine sciences de la Terre.

A ce stade, la mutualisation porte essentiellement sur l'acquisition du mobilier et la gestion des locaux avec un partage des frais de fonctionnement y afférents à raison d'un tiers pour chaque établissement partenaire (clé de répartition reposant sur les effectifs). Un comité de gestion veillera au bon fonctionnement de l'ensemble.

Après délibération, le Conseil d'administration décide unanimement

- **de confirmer l'engagement de la HEAR dans le programme de bibliothèque de la Manufacture ;**
- **d'autoriser la Présidente à signer tout document y afférent.**

Point 6

INFORMATIONS ET POINTS DIVERS

➤ Bilan HCRES – évaluation et accréditation

Christine RITZENTHALER informe l'assemblée que le processus engagé en novembre 2021 arrive bientôt à son terme. L'établissement vient de se voir notifié son accréditation pour les cursus proposés. Elle précise que celle-ci s'accompagne d'un certain nombre de préconisations et de points d'attention pour les cinq années à venir :

- des partenariats avec les milieux professionnels à structurer de manière plus solide ;
- une stratégie de la recherche en arts visuels à définir ;
- des équilibres budgétaires à sécuriser ;
- l'insertion professionnelle des diplômé.es qui devra être plus finement évaluée et suivie avec des enquêtes régulières.

Florence FORIN s'étonne que ce sujet soit abordé parmi les points Divers alors qu'il est essentiel. La Direction régionale s'est mobilisée tout au long du processus car la vie de la HEAR importe particulièrement à l'Etat.

Christine RITZENTHALER indique que le Conseil d'administration aura à se prononcer et valider le Document stratégique pluriannuel une fois qu'il sera stabilisé avec les indicateurs ainsi que les orientations portées par le prochain Projet d'établissement et la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens.

➤ Remerciements

A l'issue de cette séance, Stéphane SAUZEDDE tient à remercier les enseignant.es membres du Conseil d'administration qui ont bien voulu accepter de poursuivre leur mandat dans l'attente des prochaines élections qui se tiendront à la rentrée. La Présidente s'associe à ces remerciements.

Le Directeur salue également Virginie FERRAZ, responsable du service Fiances-Commande publique, qui participe à son dernier Conseil d'administration avant de rejoindre prochainement les services de l'Eurométropole de Strasbourg.

Plus aucune prise de parole n'étant demandée et avant de lever la séance, la Présidente rappelle le prochain temps fort de l'école – le Festival des Diplômes- et donne rendez-vous pour la prochaine séance prévue en octobre prochain.

Fin de la séance à 16h40.